Elior

Société en commandite par actions[1] au capital de 1 088 203,58 euros

Siège Social :

61-69, rue de Bercy
75012 Paris

408 168 003 RCS Paris

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE BASE

La présente actualisation a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 12 mai 2014. Elle complète le document de base enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 15 avril 2014 sous le numéro I. 14-015.

Le document de base et son actualisation ne pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière que s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers. Ils ont été établis par l'émetteur et engagent la responsabilité de leurs signataires.

Des exemplaires du document de base et de son actualisation sont disponibles sans frais auprès de la Société, 61-69 rue de Bercy, 75012 Paris, France, ainsi que sur les sites Internet de la Société (www.elior.com) et de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org).

[1] L'adoption de la forme d'une société anonyme à conseil d'administration interviendra à la date du début des négociations des promesses d'actions de la Société.

NOTE

Dans la présente actualisation du document de base, les termes « Société » ou « Elior » désignent la société Elior (antérieurement Holding Bercy Investissement) et les termes « Groupe » ou « Groupe Elior » désignent la Société et ses filiales consolidées prises dans leur ensemble.

À la date de la présente actualisation du document de base, la Société est constituée en société en commandite par actions. L'associé commandité et l'assemblée générale des associés commanditaires de la Société ont décidé le 13 mars 2014 la transformation de la Société en société anonyme à conseil d'administration et l'adoption corrélative de nouveaux statuts, sous la condition suspensive du début des négociations des promesses d'actions de la Société. La présente actualisation du document de base décrit ainsi principalement la structure juridique et la gouvernance de la Société telles qu'elles seront en vigueur à l'issue du début des négociations des promesses d'actions de la Société.

Informations prospectives

La présente actualisation du document de base contient des indications sur les perspectives et axes de développement du Groupe. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif tels que « considérer », « envisager », « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entendre », « devoir », « ambitionner », « estimer », « croire », « souhaiter », « pouvoir », ou, le cas échéant, la forme négative de ces mêmes termes, ou toute autre variante ou expression similaire. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront. Ces informations sont fondées sur des données, des hypothèses et des estimations considérées comme raisonnables par le Groupe. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. Ces informations sont mentionnées dans différentes sections de la présente actualisation du document de base et contiennent des données relatives aux intentions, estimations et objectifs du Groupe concernant, notamment, le marché, la stratégie, la croissance, les résultats, la situation financière et la trésorerie du Groupe. Les informations prospectives mentionnées dans la présente actualisation du document de base sont données uniquement à la date de la présente actualisation du document de base. Sauf obligation légale ou réglementaire qui s'appliquerait, le Groupe ne prend aucun engagement de publier des mises à jour des informations prospectives contenues dans la présente actualisation du document de base afin de refléter tout changement affectant ses objectifs ou les événements, conditions ou circonstances sur lesquels sont fondées les informations prospectives contenues dans la présente actualisation du document de base. Le Groupe opère dans un environnement concurrentiel et en évolution rapide ; il peut donc ne pas être en mesure d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux mentionnés dans toute information prospective, étant rappelé qu'aucune de ces informations prospectives ne constitue une garantie de résultats réels.

Facteurs de risques

Les investisseurs sont invités à lire attentivement les facteurs de risque décrits au Chapitre 4 « Facteurs de risques » du document de base. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur les activités, l'image, les résultats, la situation financière ou les perspectives du Groupe. En outre, d'autres risques, non encore identifiés ou considérés comme non significatifs par le Groupe à la date d'enregistrement de la présente actualisation du document de base, pourraient également avoir un effet défavorable.

TABLE DES MATIÈRES

1. PERSONNES RESPONSABLES DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE BASE 2

1.1 NOM ET FONCTION DU RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE BASE 2

1.2 ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE BASE 2

1.3 NOM ET FONCTION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE..... 2

4. FACTEURS DE RISQUES..... 3

5. INFORMATION CONCERNANT LE GROUPE..... 3

6. APERÇU DES ACTIVITÉS DU GROUPE 3

7. ORGANIGRAMME..... 3

13. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE..... 4

13.4 ESTIMATIONS DU GROUPE POUR LE SEMESTRE CLOS LE 31 MARS 2014..... 4

13.5 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ESTIMATIONS DE BÉNÉFICES 8

20. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DU GROUPE..... 10

24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC 12

1. PERSONNES RESPONSABLES DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE BASE

1.1 NOM ET FONCTION DU RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE BASE

Monsieur Gilles Petit, en qualité de représentant légal de Bercy Présidence SAS, elle-même gérant et associé commandité de la Société.

1.2 ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE BASE

« *J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de base sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.*

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation du document de base ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation du document de base.

Les estimations de bénéfices présentées dans la présente actualisation du document de base ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant à la Section 13.5 « Rapport des commissaires aux comptes sur les estimations de bénéfices » dudit document. »

12 mai 2014

Gilles Petit
Président du comité exécutif de Bercy Présidence SAS, elle-même gérant de la Société

1.3 NOM ET FONCTION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Olivier Dubois
Directeur Financier du Groupe
61-69 rue de Bercy, 75012 Paris, France
Tel : +33 (0)1 40 19 50 12

4. FACTEURS DE RISQUES

Afin de refléter l'information fournie à la Section 20.7 « Changement significatif de la situation financière ou commerciale » de la présente actualisation du document de base, la Section 4.4.8 « Risque relatif aux accords avec l'actionnaire minoritaire d'Áreas » du document de base est modifiée comme suit.

Les deux dernières phrases du huitième paragraphe de la Section 4.4.8 « Risque relatif aux accords avec l'actionnaire minoritaire d'Áreas » du document de base sont remplacées par la phrase suivante :

Dans le contexte de son projet d'introduction en bourse, la Société a procédé à une analyse de la valeur de la société Áreas et de ses filiales, afin d'être en mesure d'évaluer le montant de l'engagement à comptabiliser dans ses comptes consolidés au 30 juin 2014 au titre de l'Option de Vente (voir la Section 20.7 « Changement significatif de la situation financière ou commerciale » de la présente actualisation du document de base).

Les trois dernières phrases du neuvième paragraphe de la Section 4.4.8 « Risque relatif aux accords avec l'actionnaire minoritaire d'Áreas » du document de base sont supprimées.

5. INFORMATION CONCERNANT LE GROUPE

La Section 5.1.1 « Dénomination sociale » du document de base est complétée par les informations suivantes.

Le 17 avril 2014, l'assemblée générale des associés commanditaires et l'associé commandité de la Société ont décidé de modifier la dénomination sociale de la Société en « Elior », en remplacement de l'ancienne dénomination sociale, « Holding Bercy Investissement ».

6. APERÇU DES ACTIVITÉS DU GROUPE

Le dernier paragraphe de la Section 6.5.2.2.1 « Services de Restauration Collective dans le Secteur Entreprises » du document de base est modifié comme suit :

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013, l'activité de Restauration Collective **(excluant l'activité Support Services)** dans le Secteur Entreprises a généré un chiffre d'affaires de **1.403,3** millions d'euros, soit **40,2%** du chiffre d'affaires total du Segment Restauration Collective & Support Services.

Le dernier paragraphe de la Section 6.5.2.2.2 « Services de Restauration Collective dans le Secteur Enseignement » du document de base est modifié comme suit :

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013, l'activité de Restauration Collective **(excluant l'activité Support Services)** dans le Secteur Enseignement a généré un chiffre d'affaires de **974,4** millions d'euros, soit **27,9%** du chiffre d'affaires total du Segment Restauration Collective & Support Services.

Le dernier paragraphe de la Section 6.5.2.2.3 « Services de Restauration Collective dans le Secteur Santé » du document de base est modifié comme suit :

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013, le chiffre d'affaires de l'activité de Restauration Collective **(excluant l'activité Support Services)** dans le Secteur Santé s'est élevé à **700,2** millions d'euros, soit **20,1%** du chiffre d'affaires total du Segment Restauration Collective & Support Services.

7. ORGANIGRAMME

La Section 7.2.2 « Filiales Importantes » du document de base est modifié comme suit, afin de prendre en compte le changement de dénomination sociale d'Elior Participations.

Le 17 avril 2014, l'assemblée générale des associés commanditaires et l'associé commandité de la société Elior SCA ont décidé de modifier la dénomination sociale de cette société en « Elior Participations », en remplacement de l'ancienne dénomination sociale, « Elior SCA ».

13. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE

La Société considère que les prévisions relatives à l'exercice clos le 30 septembre 2014 figurant dans la Section 13.2 du document de base demeurent inchangées.

Le Chapitre 13 « Prévisions ou estimations du bénéfice » du document de base est complété par une Section 13.4 « Estimations du Groupe pour le semestre clos le 31 mars 2014 » et une Section 13.5 « Rapport des commissaires aux comptes sur les estimations de bénéfices ».

13.4 ESTIMATIONS DU GROUPE POUR LE SEMESTRE CLOS LE 31 MARS 2014

Les résultats estimés du premier semestre, clos le 31 mars 2014 et présentés ci-après ont été établis sur la base d'estimations de la Société. Ces données n'ont pas fait l'objet d'un audit de la part des Commissaires aux comptes de la Société. Les résultats définitifs pour le semestre clos le 31 mars 2014, qui feront l'objet d'un rapport de revue limitée des Commissaires aux Comptes de la Société, seront inclus dans le prospectus relatif à l'introduction en bourse d'Elior.

Sur la base de ces estimations de résultats consolidés du premier semestre, le Groupe confirme les prévisions de résultats pour l'ensemble de l'exercice en cours devant se clôturer le 30 septembre 2014 présentées à la Section 13.2 « Prévisions du Groupe pour l'exercice clos le 30 septembre 2014 » du document de base.

13.4.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 226,5 millions d'euros, soit 9,3%, de 2 445,4 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2013 à 2 671,9 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2014, la société THS étant entrée dans le périmètre du Groupe le 15 avril 2013.

Les tableaux ci-dessous présentent la répartition du chiffre d'affaires consolidé par segment ainsi que la progression du chiffre d'affaires, éclatée entre croissance organique nette de l'impact de la variation du nombre de jours ouvrés, changements du périmètre de consolidation et impact de la variation des taux de change, pour chaque segment opérationnel et pour l'ensemble du Groupe.

	Semestre clos le 31 mars			
	2013		**2014**	
	en millions d'euros et% du total			
Chiffre d'affaires par segment				
Restauration Collective & Support Services	1 772,0	*72,5%*	1 990,3	*74,5%*
Restauration de Concessions & Travel Retail	673,3	*27,5%*	681,5	*25,5%*
Total Groupe	**2 445,4**	***100%***	**2 671,9**	***100%***

	Restauration Collective & Support Services		**Restauration de Concessions & Travel Retail**		**Groupe**	
	en millions d'euros	**variation en%**	**en millions d'euros**	**variation en%**	**en millions d'euros**	**variation en%**
Chiffre d'affaires du semestre clos le 31 mars 2013	**1 772,0**		**673,3**		**2 445,4**	
Croissance organique	57,0	*3,2%*	27,0	*4,0%*	83,9	*3,4%*
Variations de périmètre de consolidation	163,3	*9,2%*	(10,7)	*(1,6)%*	152,6	*6,2%*

Impact de la variation des cours de change	(2,0)	*(0,1)%*	(8,1)	*(1,2)%*	(10,1)	*(0,4)%*
Chiffre d'affaires du semestre clos le 31 mars 2014	**1 990,3**	***12,3%***	**681,5**	***1,2%***	**2 671,9**	***9,3%***

La progression du chiffre d'affaires consolidé du Groupe reflète tout d'abord la croissance organique de 3,7% au cours de la période (3,4% net de l'impact de la variation défavorable du nombre de jours d'activité en restauration collective en France), en accélération par rapport à celle du premier trimestre de l'exercice en cours qui s'était établie à 2,3%.

Cette progression du chiffre d'affaires consolidé du Groupe est également due aux acquisitions qui ont généré une croissance nette de 6,2%, résultant principalement de l'impact de l'acquisition de THS aux États-Unis (Restauration Collective), consolidée depuis le 15 avril 2013. L'impact positif de cette acquisition a été partiellement compensé par les cessions de Hold & Co UK et Honoré James (activités de traiteur dans le Secteur Villes & Loisirs du Segment Restauration de Concessions & Travel Retail en France), lesquelles sont sorties du périmètre de consolidation respectivement en février 2013 et juin 2013, ainsi que par la cession, effective au 1er décembre 2013, des activités de concessions en Argentine et au Maroc dont l'exploitation était assurée par Áreas.

Sur le semestre, la variation des cours de change a eu un impact négatif de 0,4%, principalement due à l'évolution du cours du dollar américain, du peso mexicain et de la livre anglaise par rapport à l'euro.

Le chiffre d'affaires du Segment Restauration Collective & Support Services a progressé de 218,3 millions d'euros, soit 12,3%, de 1 772,0 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2013 à 1 990,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014.

La croissance organique de la période a été de 3,6%, ou 3,2% nette de l'impact défavorable de 0,4% du nombre de jours d'activité qui a affecté ce chiffre d'affaires à hauteur de 7,0 millions d'euros (dans les Secteurs Entreprises et Enseignement en France).

La progression du chiffre d'affaires du Segment Restauration Collective & Support Services résulte également de l'acquisition de THS (États-Unis) en avril 2013 (qui opère principalement dans les marchés de l'Enseignement et de la Santé du Segment Restauration Collective & Support Services). Cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 165,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014. Cet impact positif a été partiellement compensé par l'impact de la cession de Hold & Co UK en février 2013, qui a eu un impact négatif sur le chiffre d'affaires de 2,0 millions d'euros. La croissance nette résultant des acquisitions représente une progression de 9,2% du chiffre d'affaires du Segment Restauration Collective & Support Services. L'impact de la variation des taux de change est légèrement négatif de 0,1%.

Le chiffre d'affaires du Segment Restauration de Concessions & Travail Retail a progressé de 8,2 millions d'euros, soit 1,2%, de 673,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2013 à 681,5 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014.

La croissance du chiffre d'affaires du Segment Restauration de Concessions & Travel Retail est portée par une croissance organique soutenue de 4,0%, mais a connu (i) une baisse de 1,6% résultant des changements du périmètre de consolidation liés à la cession de Honoré James (activités de réception et traiteur dans le Secteur Villes & Loisirs en Concessions France) en juin 2013 et à la vente des activités de concessions en Argentine et au Maroc en décembre 2013, et (ii) un impact négatif de 1,2% lié aux variations des taux de change, notamment du dollar américain, du peso chilien et du peso mexicain.

13.4.2 **EBITDA**

Le tableau suivant présente l'EBITDA et le taux de marge d'EBITDA par segment pour les deux semestres en revue.

	Semestre clos le 31 mars			
	2013		**2014**	
	en millions d'euros et% de CA			
Restauration Collective & Support Services	167,8	*9,5%*	176,3	*8,9%*
Restauration de Concessions & Travel Retail	27,7	*4,1%*	28,4	*4,2%*
Siège, Holdings et Achats	(2,4)	—	(4,2)	—
Total	**193,1**	***7,9%***	**200,5**	***7,5%***

L'EBITDA du Groupe a augmenté de 7,4 millions d'euros, soit 3,8%, de 193,1 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2013 à 200,5 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014. La marge d'EBITDA consolidée a légèrement diminué de 7,9% à 7,5%.

L'EBITDA du Segment Restauration Collective & Support Services a augmenté de 8,5 millions d'euros, soit 5,1%, de 167,8 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2013 à 176,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014. Cette augmentation résulte de l'effet positif de l'acquisition de THS au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013, partiellement compensé par la baisse des marges constatée en France, notamment dans les Secteurs Entreprises et Enseignement, en raison de la diminution du nombre de jours ouvrés, dont l'impact négatif est estimé à 2,2 million d'euros, ainsi que par les coûts de démarrage de certains nouveaux contrats et plus marginalement des efforts commerciaux entrepris en vue de soutenir la poursuite du développement de cette activité. Les filiales internationales ont réalisé des performances satisfaisantes, notamment Elior Ristorazione en Italie dont la marge d'EBITDA progresse avec la croissance de l'activité et Serunión en Espagne qui réalise un taux de marge d'EBITDA quasi stable.

La marge d'EBITDA de ce segment s'établit à 8,9% contre 9,5% au titre du premier semestre de l'exercice précédent.

L'EBITDA pour le Segment Restauration de Concessions & Travel Retail a augmenté de 0,7 million d'euros, soit 2,5%, de 27,7 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2013 à 28,4 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014. Cette amélioration est principalement due à (i) une bonne performance d'Áreas résultant d'une hausse des activités aux États-Unis ainsi que dans les aéroports en Espagne et au Portugal, et (ii) une amélioration de la rentabilité de l'activité de Loisirs en France grâce aux nouvelles conditions contractuelles et à des gains de productivité réalisés sur les sites. En revanche, les autres marchés dégagent des marges en retrait en France, notamment dans le Secteur Autoroutes.

Le taux de marge d'EBITDA de ce segment progresse de 4,1% à 4,2% du chiffre d'affaires.

13.4.3 **Dépenses d'investissement**

Les flux de trésorerie consolidés du Groupe affectés aux dépenses d'investissement en immobilisations corporelles et incorporelles (nets des produits des cessions) demeurent stables à 95,6 millions d'euros à comparer à 95,2 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2013.

Pour le Segment Restauration Collective & Support Services, les dépenses d'investissement représentaient 35,5 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2013 et 37,0 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2014, soit respectivement 2,0% et 1,9% du chiffre d'affaires du segment. Ces chiffres confirment la stabilité du rythme des dépenses engagées.

Pour le Segment Restauration de Concessions & Travel Retail, elles s'élèvent à 58,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2013 et 55,9 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2014, soit respectivement 8,6% et 8,2% du chiffre d'affaires généré par le Segment Restauration de Concessions & Travel Retail. Le niveau élevé constaté au cours de ce semestre s'explique principalement par l'acquisition

d'immobilisations dans le Secteur Villes & Loisirs en octobre 2013 et par les investissements en cours de réalisation sur les deux concessions d'autoroutes, Florida et Maryland Turnpikes, aux États Unis.

Les dépenses d'investissement au titre du Segment Siège, Holdings et Achats, à 2,7 million d'euros contre 1,6 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2013, comprennent principalement des investissements en logiciels et matériels informatiques.

13.4.4 Endettement financier

Les passifs financiers bruts estimés du Groupe au 31 mars 2014 s'élèvent à 2 539,7 millions d'euros à comparer à 2 400,0 millions d'euros au 30 septembre 2013. Le tableau ci-après montre la répartition de la dette brute du Groupe aux dates indiquées (en millions d'euros) :

	31 mars 2014	**30 septembre 2013**
HBI March 2019 Facility	405,1	405,1
Elior March 2019 Facility	1 166,2	1 166,2
HBI Facility H May 2020	350,0	350,0
Passifs financiers dans le cadre du *Senior Facility Agreement*	**1 921,3**	**1 921,3**
Passifs financiers au titre des contrats de location financement	16,9	16,2
Contrat de crédit THS	110,8	112,8
Contrat de credit Areas	46,8	35,4
Titrisation de créances	299,7	180,3
Autres passifs financiers	144,2	134,0
Total passifs financiers	**2 539,7**	**2 400,0**
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(261,1)	(210,0)
Créances financières à court terme	(5,2)	(8,5)
Dette financière nette [1]	**2 273,4**	**2 181,4**

[1] Selon définition du Contrat de Crédit Senior tel que décrit à la Section 10.2.3 « Contrat de Crédit Senior » du Document de Base

La dette financière nette estimée du Groupe au 31 mars 2014 s'élève à 2 273,4 millions d'euros à comparer à 2 181,4 millions d'euros au 30 septembre 2013, soit une augmentation de 92 millions d'euros. Cette augmentation de la dette nette estimée à la fin de ce semestre résulte principalement de la variation saisonnière du besoin en fonds de roulement qui atteint généralement son pic au 31 mars de chaque exercice. Le niveau atteint par le besoin en fonds de roulement à la fin du semestre clos le 31 mars 2014 est toutefois en amélioration significative par rapport au 31 mars 2013, notamment en raison de l'amélioration des délais de règlement des clients et d'une gestion maîtrisée des besoins en fonds de roulement en particulier en restauration collective en Espagne, en Italie et en France pour les Support Services.

Sur la base de ces chiffres, le ratio de levier au sens du Contrat de Crédit Senior s'établit à environ 5,26 fois l'EBITDA consolidé des douze derniers mois et pro forma de l'acquisition de THS réalisée au mois d'avril 2013.

13.5 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ESTIMATIONS DE BÉNÉFICES

Elior (anciennement Holding Bercy Investissement SCA)
Société en commandite par actions

Siège social : 61-69, rue de Bercy - 75012 Paris
Capital social : €.1.088.204

Rapport sur des estimations de bénéfices semestriels (EBITDA)

Au Gérant,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application du Règlement (CE) N°809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les estimations de bénéfices (EBITDA) semestriels de la société Elior (anciennement Holding Bercy Investissement SCA) incluses dans la Section 13.4 de son actualisation du document de base datée du 12 mai 2014.

Ces estimations semestrielles ont été établies sous votre responsabilité, en application des dispositions du règlement (CE) N° 809/2004 et des recommandations ESMA relatives aux prévisions et estimations de résultat.

Il nous appartient d'exprimer, dans les termes requis par l'annexe I, point 13.2 du Règlement (CE) N° 809/2004, une conclusion sur le caractère adéquat de ces estimations semestrielles.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces travaux ont comporté une évaluation des procédures mises en place par la Direction pour l'établissement des estimations ainsi que la mise en œuvre de diligences permettant de s'assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles qui devraient être suivies pour l'établissement des comptes semestriels définitifs relatifs à la période du 1er octobre 2013 au 31 mars 2014. Ils ont également consisté à collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les estimations sont adéquatement établies sur la base indiquée.

Nous rappelons que, s'agissant d'estimations susceptibles d'être révisées à la lumière notamment des éléments découverts ou survenus postérieurement à l'émission du présent rapport, les comptes définitifs pourraient différer des estimations présentées et que nous n'exprimons aucune conclusion sur la confirmation effective de ces estimations.

À notre avis :

- les estimations ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
- la base comptable utilisée aux fins d'établissement de ces estimations semestrielles est conforme aux méthodes comptables qui devraient être suivies par la société Elior (anciennement Holding Bercy Investissement SCA) pour l'établissement de ses comptes semestriels relatifs à la période du 1er octobre 2013 au 31 mars 2014.

Ce rapport est émis aux seules fins de l'enregistrement de l'actualisation du document de base auprès de l'AMF et ne peut être utilisé dans un autre contexte.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 9 mai 2014

KPMG Audit IS

PricewaterhouseCoopers Audit

François Caubrière
Associé

Anne-Laure Julienne
Associée

Eric Bertier
Associé

20. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DU GROUPE

La Section 20.7 « Changement Significatif de la Situation Financière ou commerciale » du document de base est modifiée et complétée comme suit.

20.7 CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIÈRE OU COMMERCIALE

20.7.1 Rappel concernant l'Option de Vente Áreas

Il est rappelé que la société Áreas est aujourd'hui détenue indirectement par la Société à hauteur de 61,55%. Áreas et ses filiales opèrent au sein du Segment Concessions & Travel Retail du Groupe, principalement en Espagne et aux États-Unis. Áreas est détenue par l'intermédiaire de la société Elior Concessions S.C.A. (« **Elior Concessions** »), filiale à 100% de la société Elior Participations S.C.A., elle-même filiale à 100% de la Société. Le solde du capital, soit 38,45%, est détenue par la société Emesa S.L. (« **Emesa** »), holding du fondateur du groupe Áreas. Elior Concessions a conclu le 14 juin 2012 avec Emesa un *put option agreement* (« **Option de Vente** ») aux termes duquel Elior Concessions s'est irrévocablement engagée à acquérir auprès d'Emesa, en une seule fois et sous certaines conditions, la totalité de la participation qu'Emesa détient dans Áreas.

Il est rappelé qu'Emesa pourra exercer l'Option de Vente dans le cas où ni Monsieur Robert Zolade ou ni aucun autre membre de sa famille ne ferait partie des organes de gouvernance de la Société, ainsi que dans le cas où ils ne détiendraient plus aucune participation, directement ou indirectement, dans la Société (« **Cas de Dissociation** »).

L'Option de Vente deviendra également exerçable si les fonds Charterhouse, les fonds Chequers et la famille de Monsieur Robert Zolade cessaient de détenir collectivement, directement ou indirectement, plus de 50% du capital et des droits de vote d'Elior Concessions ou de la Société ou de la société Elior Participations SCA (« **Cas de Changement de Contrôle** »). Dans chacun des cas précités, l'Option de Vente sera exerçable par Emesa pendant une durée de trois ans à compter de la survenance de l'événement déclencheur.

L'Option de Vente sera également exerçable dans le cas où Emesa détiendrait moins de 20% des actions d'Áreas à la suite d'un événement dilutif (« **Cas de Dilution** »). Dans cette hypothèse, l'Option de Vente sera exerçable dans un délai de trois mois à compter de cet événement. Si elle n'est pas exercée pendant ce délai, elle pourra redevenir exerçable, dans le délai décrit ci-dessus, en cas de survenance d'un Cas de Dissociation ou d'un Cas de Changement de Contrôle subséquent.

En cas d'exercice par Emesa de l'Option de Vente, le prix d'exercice de l'Option de Vente sera déterminé par un expert désigné par les parties.

20.7.2 Implications comptables en cas d'introduction en bourse

Dans le contexte de son projet d'introduction en bourse, la Société a procédé à une analyse de la valeur de la société Áreas et de ses filiales, afin d'être en mesure d'évaluer le montant de l'engagement à comptabiliser dans ses comptes consolidés au titre de l'Option de Vente.

Dès lors qu'elle sera cotée en bourse, et en application des normes IFRS (IAS 32), la Société considère qu'elle n'aura plus la maîtrise des conditions d'exercice de l'Option de Vente détenue par Emesa, et qu'en conséquence, le passif correspondant devra être comptabilisé dans les premiers comptes trimestriels établis suivant la réalisation de l'introduction en bourse, soit les comptes du troisième trimestre clos au 30 juin 2014.

Sur la base d'une valorisation multicritères effectuée à ce jour et prenant en compte les méthodologies d'actualisation des flux de trésorerie, des multiples de valorisation des sociétés cotées comparables et des multiples de transactions récentes (sans pondération entre elles et excluant la méthodologie de valorisation

des dividendes futurs), la valeur du passif qui sera ainsi comptabilisée dans les comptes consolidés trimestriels du Groupe au 30 juin 2014 s'élèvera à 130 millions d'euros.

L'engagement financier ainsi calculé sera comptabilisé en « passifs sur acquisitions de titres » au bilan consolidé du Groupe. La valeur des intérêts minoritaires associée dans la valeur des fonds propres consolidée (d'un montant estimé à 46 millions d'euros au 31 mars 2014) ainsi que la dette de dividende d'un montant de 18 millions d'euros actuellement comptabilisée au passif du bilan seront compensées avec la comptabilisation du passif lié à l'Option de Vente pour cause de double emploi.

Toute variation future du passif au titre de l'Option de Vente Áreas sera comptabilisée en capitaux propres – part du Groupe.

20.7.3 **Précisions de la Société**

Il est précisé que ce passif comptabilisé à la suite de l'introduction en bourse ne portera pas intérêt et ne sera pas considéré comme dette financière au titre du Contrat de Crédit Senior.

Il est précisé par ailleurs que l'enregistrement de ce passif dans les comptes consolidés de la Société à l'occasion de l'introduction en bourse ne préjuge pas de l'exerçabilité future de l'Option de Vente et, dans le cas où cette dernière deviendrait exerçable, de son exercice effectif par Emesa.

24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Le Chapitre 24 « Documents accessibles au public » du document de base est complété comme suit :

Des exemplaires du document de base et de la présente actualisation du document de base sont disponibles sans frais au siège social de la Société. Le document de base et la présente actualisation du document de base peuvent également être consultés sur le site internet de la Société (www.elior.com) et sur le site internet de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org).